

**MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES**

---

**Direction des Archives et de la Documentation**

**COLLECTION DES ARCHIVES ORALES**

**AO29**

**Maurice COUVE DE MURVILLE**

**(24 janvier 1907 - 24 décembre 1999)**

**Premier ministre**

**Entretien n° 1 du 15 mai 1987**

**Par**

**Maurice Vaisse, professeur des Universités, et Cécile Pozzo di Borgo,  
conservateur aux Archives du ministère des Affaires étrangères**

*M. Vaïsse : Monsieur le Premier ministre, vous avez accepté de nous apporter votre témoignage dans le cadre des Archives orales du ministère des Affaires étrangères. Nous vous en remercions très sincèrement. Et pour cette première séance, nous voudrions vous demander, d'abord, comment un jeune inspecteur des Finances en est venu à s'occuper de diplomatie ?*

**M. Couve de Murville :** C'est une longue histoire parce que c'est en réalité toute mon existence. Je vous dirai que le hasard des choses a fait que quand je suis entré à l'Inspection des Finances (je crois que c'était en 1930) après les deux années réglementaires de tournée qui précédaient le second concours, il s'est trouvé que j'ai été affecté à la direction qu'on appelait alors le Mouvement général des fonds. Et à cette direction du Mouvement général des fonds, j'ai été affecté plus particulièrement au service des Rapports internationaux, c'est-à-dire des relations avec les pays étrangers. Et c'est comme ça que, en fait, dès le début de ma carrière de fonctionnaire, j'ai eu à m'occuper des rapports internationaux et des négociations qui les alimentent. Voilà, je crois, ce que je peux répondre à votre question.

*Très bien. Alors, le premier moment où on vous voit apparaître, en tout cas dans les documents qui restent, dans les négociations internationales, ce sont les négociations qui se passent à Rome en février 1935 et qui portent sur la Sarre. Est-ce que vous avez un souvenir de ces négociations ?*

Franchement, je n'ai pas de souvenir de la négociation elle-même. Et je ne pourrai pas vous dire avec qui je parlais, à Rome. Je pense qu'il y avait des Allemands essentiellement.

**Oui.**

Et je pense qu'il y avait d'autres Français, mais je ne saurais pas vous dire qui.

*Il y avait en particulier Jacques Rueff<sup>d</sup>.*

Il y avait Jacques Rueff... Ah, Jacques Rueff était à l'époque directeur-adjoint du Mouvement général des fonds. Et c'est sous son autorité que je travaillais puisqu'il avait comme compétences, justement, les problèmes internationaux.

---

<sup>1</sup> Jacques Léon Rueff, né le 23 août 1896 à Paris et mort le 23 avril 1978 dans la même ville, est un haut fonctionnaire et économiste français, qui a joué un rôle majeur dans les politiques économiques menées dans les années 1930 et surtout à partir de 1958.

***Jacques Rueff rappelle dans ses mémoires, que vous ayant posé une question absolument très compliquée, vous avez répondu un chiffre très précis qui s'est révélé être le bon.***

Oui, ça l'avait en effet beaucoup frappé... (rires). C'était un peu l'effet du hasard ou de la chance, mais enfin il m'avait demandé à combien j'évaluais le montant des francs français qui seraient apportés à l'échange le jour où la Sarre revenant au sein de l'Allemagne, on échangerait la monnaie française contre la monnaie allemande. Je crois que je lui avais donné un chiffre qui était très proche de celui qui en réalité s'est révélé à la fin de l'occupation. Et on en avait tiré toutes espèces de conséquences sur mes dons de voyance.

***L'art de décider sans raison... ?***

Je vous dirai que le hasard des circonstances et de la vie a fait que beaucoup plus tard, c'était en 1935, quelque chose comme 30 ans plus tard, c'est à dire en 1957-1958, j'ai eu à m'occuper une seconde fois de cette opération de rentrée de la Sarre dans le giron allemand. Et j'avais fait à l'époque une prévision sur le montant des échanges, qui s'est révélé aussi très proche de la réalité (rires). Je n'en tire aucune conséquence pour ce qui est de mes dons, mais c'est le hasard des circonstances, et peut-être un certain raisonnement.

***Alors du coup, Jacques Rueff souhaite vous avoir à ses côtés dans les différents postes qu'il va occuper dans les années...***

Oh, ce n'est pas à cause de ça, non, mais...

***Il en parle dans ses mémoires.***

J'étais au Mouvement des fonds. Je travaillais avec lui très normalement, et nous avons travaillé ensemble jusqu'à ce qu'il quitte le Mouvement des fonds, c'est-à-dire en fait jusqu'à la guerre, quand il a été nommé sous-gouverneur de la Banque. Je ne me rappelle plus l'année, mais enfin ça devait être 1938 ou quelque chose comme ça.

***Exactement. Quel type d'homme était-ce, Jacques Rueff ? Vous l'avez connu à ce moment-là, mais vous l'avez connu évidemment plus tard.***

Oui, je l'ai connu à ce moment-là. Je l'avais connu avant et je l'ai connu après. En fait, je l'ai connu tout au long de nos carrières respectives et tout au long de sa vie, puisqu'il est mort il y a quelques années maintenant, je crois que c'était en 1980.

***Il y a 5 ans.***

Oui, il y a 5 ans, quelque chose comme ça...Il était devenu un ami, comment dirais-je, très intime. Nous nous voyions souvent avec d'autant plus de plaisir, si je puis dire pour ce qui me concerne, que nous partagions les mêmes opinions sur tous les problèmes que nous avons eu l'occasion de traiter ou de discuter ensemble, c'est-à-dire les problèmes économiques, financiers et monétaires.

Je pense en particulier, en disant cela, à l'époque de la fin de 1958, quand Jacques Rueff a été nommé à la tête du Comité qui devait faire un plan de rétablissement des Finances et de la monnaie française, un plan qui était à mon avis excellent et a parfaitement réussi, d'ailleurs. Nous en avons parlé souvent ensemble, et nous étions aussi proches qu'il est possible d'être proche. Alors, pendant ces années de Mouvement des fonds, j'ai commencé par prendre l'habitude de travailler avec lui. Et puis les choses se sont établies très facilement. En fait, nous avons collaboré de la façon la plus étroite et la plus agréable.

***Vous participez, à ses côtés, aux négociations franco-allemandes en novembre 1935, de nouveau, des négociations qui ont pour but de régler un certain nombre de contentieux sur le plan financier franco-allemand. À ces négociations participent, pour la Banque de France, Robert Lacour-Tellier, et pour le Quai d'Orsay, Jacques Duparc<sup>2</sup>.***

Oui.

***Est-ce que vous avez un souvenir de ces années 1935-1936 par rapport à l'attitude que la France avait vis-à-vis de l'Allemagne ?***

Écoutez, je dois vous dire très franchement que j'ai très peu gardé de souvenirs de ces discussions ou de cette négociation. Je ne serai même pas capable de vous dire sur quoi elle portait, en dehors du problème de la Sarre que je me rappelle très bien, parce que ça, c'est un problème spécifique et qui est devenu... (rires) en quelque sorte récurrent dans la politique française puisque 25 ans plus tard, j'ai eu l'occasion de m'en occuper à nouveau. Mais franchement, ces problèmes franco-allemands que vous dites, je n'ai pas de souvenir.

***Aussi bien n'est-ce pas un problème particulier franco-allemand que je voudrais vous voir évoquer, mais plutôt les relations franco-allemandes dans leur ensemble, au cours de ces***

---

<sup>2</sup> Jacques Fouques Duparc, né le 4 mars 1897 et mort le 2 août 1966, est un diplomate français.

***années-là. Est-ce que le jeune inspecteur des Finances que vous étiez, voyait les relations franco-allemandes d'un œil particulier ? Est-ce que vous les voyiez évoluer favorablement, défavorablement ? Est-ce que vous en avez le souvenir ?***

Écoutez, ce n'était pas possible, à cette époque-là, de ne pas considérer les rapports franco-allemands, je dirais, avec un œil particulier puisque c'était déjà Hitler. Hitler était là depuis 1933 et tout ce que nous avons pu faire avec les Allemands entre 1933 et le début de la guerre, c'était le régime hitlérien. Et, par conséquent, c'était dans des conditions très spéciales. Presque tout le monde pensait à la guerre, enfin, au danger presque inévitable que ça finisse par la guerre. Et je dois vous dire sous un angle, comment dirai-je, plus professionnel qu'il n'était pas possible non plus (c'était le cas de Jacques Rueff en particulier) de ne pas considérer la politique économique et monétaire allemande pour ce qu'elle était, c'est-à-dire quelque chose qui s'apparentait étroitement au régime nazi et qui était très différente de tout ce que nous pouvions faire ou de tout ce que nous pouvions désirer.

Ils étaient dans un régime d'économie dirigée et de monnaie contrôlée qui est bien connu, ça marchait d'ailleurs très bien ; ou du moins pas trop mal, parce que toute la grande industrie allemande était du côté d'Hitler, et parce que les Allemands sont ainsi faits que les règles d'économie dirigée qu'on leur impose, sont appliquées. Ils ne cherchent pas à y échapper comme le cherchent d'autres pays, par exemple les Français.

Alors, ça avait bien marché. Je ne vous dis pas que ça aurait marché pendant très longtemps comme ça. Mais enfin, ça a marché pendant un certain nombre d'années. Si vous voulez, c'était un petit peu... je dirai ça un peu dans le même esprit que l'on pouvait considérer à l'époque le problème démographique de l'Allemagne puisqu'Hitler avait ordonné aux Allemands de faire des enfants, et que jamais la natalité n'a été aussi forte que pendant ces années d'avant-guerre.

***Du côté français, vous aviez peut-être également à vous préoccuper ou, en tout cas, vous aviez certainement votre idée sur la politique à suivre sur le plan monétaire puisque le problème français était : faut-il dévaluer ?***

Oui, le problème français est toujours le même... (rires), c'est-à-dire laxisme financier et dévaluation inévitable. Nous avons les mêmes habitudes déplorables que nous avons depuis

la guerre, et encore aujourd'hui, qui consiste à toujours dépenser plus que nous n'en avons les moyens et, à en tirer comme conséquence périodiquement, qu'il faut dévaluer la monnaie.

***Et cependant en 1935, on est dans une période de déflation.***

On est dans une période de déflation, en 1935, en effet, suite des folles périodes d'inflation qu'on avait eues avant dans des conditions qui étaient tout à fait absurdes. C'était la politique Laval, c'est-à-dire une déflation à outrance et une prétention d'avoir, de ce fait, une monnaie équivalente ou meilleure que celle de tous les autres.

***Le Bloc de l'or...***

C'était le Bloc de l'or, oui. C'était une politique absolument démentielle, c'était l'avis de Jacques Rueff aussi, d'ailleurs.

***Vous pensiez qu'il fallait dévaluer à ce moment-là ?***

Je pensais (et je pense toujours) qu'il est, compte tenu de ce qu'on avait fait avant, c'est-à-dire de toute l'inflation qu'on avait faite avant, il était humainement impossible de faire une dévaluation suffisante pour permettre de maintenir le cours de la monnaie.

***Si bien que la dévaluation faite en septembre 1936 ne vous semble pas suffisante ?***

La dévaluation de Léon Blum ?

***Oui...***

Oui, elle n'a pas réussi. Elle n'a pas réussi et elle a réussi d'autant moins qu'elle s'accompagnait d'une politique socialiste qui n'était pas raisonnable non plus, ce qui était le contraire de ce qu'avait fait Laval. Mais entre les deux, il aurait fallu trouver un mi-chemin.

***Est-ce que vous avez participé à cet accord, à la négociation de l'accord de septembre 1936 entre les Américains, les Anglais et les Français, sur le plan de la dévaluation du franc ?***

Non... c'était l'accord money, ça ?

***Oui...***

Non, je n'y ai pas participé. J'étais au courant, mais je n'y ai pas participé.

***Certains historiens, qui ont travaillé sur ces questions, estiment qu'avec cet accord, la France se rallie, en quelque sorte, aux vues des Américains, s'aligne et qu'on assiste à une espèce d'atlantisme avant la lettre. Qu'est-ce que vous pensez de cette affirmation ?***

Je ne sais pas, parce que ça, vraiment, c'était un mode de pensée qu'on ne pratiquait pas à l'époque. On n'avait pas encore l'habitude d'être dominé par les États-Unis et de suivre leur commandement. La question ne se posait pas de cette façon-là. À l'époque, la France était plutôt alignée sur la Grande-Bretagne que sur les États-Unis et avait l'habitude de suivre les impulsions ou les indications des Britanniques.

***Le modèle américain n'avait pas eu, dans le corps des inspecteurs des Finances, au ministère des Finances, un certain attrait ?***

Qu'est-ce que vous appelez le modèle américain ?

***Le New deal.***

Comment ?

***La politique de Roosevelt, le New Deal.***

Le New Deal ? Non, je n'ai pas le souvenir, ça avait beaucoup pénétré la pensée française, cette affaire-là. Nous, nous avons fait des choses tellement différentes que nos problèmes n'étaient pas les mêmes que ceux des Américains, même si les Américains étaient très largement responsables de la crise économique mondiale du fait de toutes les folies monétaires, bancaires et financières auxquelles ils s'étaient livrés dans les quelques années dont il s'agit, c'est-à-dire dans les années 1929-1930.

***La politique des grands travaux, la remise en marche de l'économie par l'octroi de pouvoir d'achat...***

Oui, ça, c'était la politique de Roosevelt, c'était une politique qu'on aurait appelée, à l'époque, keynésienne, qui en fait n'a pas réussi. Cela a été, si vous voulez, dans une mesure, un moindre mal pendant quelque temps mais ça n'a pas réussi. Et il a fallu changer de politique et arriver à quelque chose de nouveau qui a commencé, d'ailleurs, par une dévaluation profonde du dollar. C'était dans les années 1929-1930.

**1933, la dévaluation du dollar.**

1933-1934, c'est-à-dire tout de même longtemps après que Roosevelt ait pris le pouvoir.

***En fait, c'était encore du temps où, sur le plan politique, les Américains avaient cette période des canards boiteux entre l'élection qui avait lieu en novembre, comme toujours, et la prise de pouvoir avait lieu en mars. C'est-à-dire qu'entre novembre et mars...***

Roosevelt avait été élu.

***En novembre 1932, et il prend ses fonctions seulement en mars 1933.***

C'est ça, oui.

***Et pendant ce temps-là, la crise se développe.***

La crise se développe. Alors, il fait toute sa politique keynésienne, ça ne réussit pas et, en 1934, il dévalue.

***Il joue le dollar flottant. Il y a la conférence monétaire de Londres qui échoue à cause de la politique de Roosevelt et... ?***

Oui.

***Donc, il y a eu un certain nombre de Français qui ont été impressionnés par la politique américaine, en particulier, Georges Boris qui a rapporté à Léon Blum ce qu'il avait vu ou ce qu'il avait entendu dire des États-Unis. Et ce qui m'intéressait, c'était de savoir si dans le corps des inspecteurs des Finances, il y avait eu quelques attrait pour cette politique ?***

Oh, il y en a certainement eu, oui, parce que dans le fond, Léon Blum s'en est inspiré. Il n'y a aucun doute et ça a fini exactement de la même façon (rires), qui a fini tout de même par dévaluer au bout de 6 mois, quelque chose comme ça, parce qu'il ne pouvait plus tenir.

Le problème dans ces cas-là (c'est ce que nous avons fait en 1958, d'ailleurs) c'est de s'efforcer de rétablir les équilibres mais pas au prix d'une déflation qui en réalité met tout par terre. C'est-à-dire en faisant la part du feu, en faisant une dévaluation qui consacre la fin du passé. Je ne sais pas si je m'exprime bien mais vous comprenez ce que je veux dire parce qu'il faut toujours payer le prix des choses. C'est ce que nous avons fait en 1936 mais



maladroitement et sans succès, d'abord je ne me rappelle plus si la dévaluation était suffisante, mais nous n'avions pas en même temps fait ce qu'il fallait pour rétablir les équilibres. Et il a fallu attendre le départ de Léon Blum et la période de Paul Reynaud en 1938 pour y arriver.

***Précisément, j'allais vous parler de Paul Reynaud. Je n'ai pas très bien compris, je n'ai pas réussi à trouver, plus exactement, si Paul Reynaud vous avait demandé de faire partie de son cabinet.***

Non, jamais.

***Non, mais vous avez été parmi les experts autour de Jacques Rueff qui ont travaillé au décret de loi.***

Oui, absolument, j'ai été, disons, un de ses collaborateurs dans la remise en état des choses à laquelle il s'est livré, et qui a d'ailleurs bien réussi.

***Est-ce que vous pouvez peut-être un peu évoquer cette période ?***

Vous savez, je n'ai vraiment pas de souvenir suffisamment précis pour vous dire autre chose que ce que je viens de vous dire. La politique de Paul Reynaud était une politique de bon sens. Jacques Rueff en était un des inspirateurs. Je cherche le nom de l'autre.

***Il y avait autour de Reynaud, Alfred Sauvy également.***

Comment ?

***Alfred Sauvy.***

Non, ce n'était pas Alfred Sauvy.

***Il y avait Balevsky qui était là aussi.***

Non, c'est ce type qui a fini sa vie aux États-Unis, à la tête d'une entreprise financière qui était un homme de très grand bon sens, vous ne voyez pas qui je veux dire ?

***Non.***

C'est facile à retrouver, mais son nom m'échappe. Comment ?

*Non, je ne vois pas qui était aux côtés de Paul Reynaud.*

Oui, absolument qui était un de ses conseillers intimes.

*Lecas ?*

Non, pas du tout Lecas. Ses conseillers, c'était Jacques Rueff, Sauvy comme vous dites. Et puis qui, encore ?

*Je le retrouverai.*

Oh, vous le retrouverez ? Ce n'était pas du tout un fonctionnaire, ni un homme public.

*Dans les décrets de loi qui ont été préparés à ce moment-là, est-ce que vous vous rappelez, par exemple, l'atmosphère de la préparation ? Selon certains témoins, cela a été des semaines échevelées pour mettre au point ces décrets de loi, les faire sortir, etc.*

Oui, j'imagine. Mais vraiment, je ne peux pas vous dire. Je ne me rappelle pas bien.

*Alors, d'après les documents, on vous voit de nouveau jouer un rôle au moment de l'entrée en guerre, ou plus exactement, l'entrée en guerre étant faite, à partir de décembre 1939, il y a la négociation franco-britannique qui se fait, sur le plan de la solidarité financière.*

C'est ça, pour partager les dépenses de la guerre.

*Est-ce que vous avez un souvenir de ces négociations ?*

Oh, je me rappelle vaguement, oui, j'y ai participé avec Paul Reynaud. C'est Paul Reynaud qui conduisait la chose. Je ne sais pas qui était son homologue britannique. Paul Reynaud était encore ministre des Finances.

*Tout à fait.*

Et qui était le Britannique ? Vous le retrouverez aussi ? Mais en réalité, cette négociation dite financière était une négociation politique. Nous avons pris ensemble, les Français et les Anglais, une position politique tenant à affirmer notre solidarité et le démontrant par le partage des dépenses de la guerre entre les deux pays, le partage égal. Ce qui n'était pas très sérieux, naturellement.

*Oui, les documents font mention d'une réticence, une très grosse réticence du côté britannique, sur le plan...*

Oui.

*Est-ce que vous le confirmez ? Est-ce que vos souvenirs...*

Oui, c'est vraiment l'insistance des Français, c'est-à-dire de Paul Reynaud qui a emporté les choses. Et c'est pour ça que je vous dis que c'était un accord politique beaucoup plus que financier. Les Anglais se plaçaient sur le plan financier et trouvaient que ça manquait de bon sens. Ce qui, dans une mesure, était vrai.

*Et puisqu'on en est au début de la guerre, est-ce que pour sortir des questions économiques et financières, est-ce que vous vous rappelez quel a été votre sentiment au moment de l'entrée en guerre ? Est-ce que vous avez pensé qu'il fallait rentrer en guerre à l'occasion de l'affaire polonaise ? Quelle a été votre perception des relations internationales à cette époque-là ?*

Je ne sais pas, c'est difficile de vous répondre. Mais à cette époque-là, je crois qu'il n'y avait personne qui ne pensât que la guerre était là, qu'elle était inévitable. Et que par conséquent, qu'il n'y avait pas de question. Même Georges Bonnet, ce n'est pas peu dire.

*Est-ce que vous aviez, de votre côté, idée de la force militaire de la France ? Est-ce qu'il y avait, dans votre milieu ou parmi ceux qui vous entouraient à ce moment-là, des doutes sur cette puissance militaire ?*

Il y avait des interrogations, oui. Mais ce que je peux vous dire, c'est que personne (d'ailleurs, aucun Français, je crois, d'une façon générale) ne soupçonnait le degré où nous en étions tombés au point de vue militaire, à tous égards. C'est-à-dire au point de vue des forces militaires proprement dites, du matériel et ainsi de suite, et au point de vue des capacités du commandement. Je crois vraiment qu'on ne s'en rendait pas compte, même si on se posait des questions, disons, sur la ligne Maginot, sur l'esprit de la ligne Maginot, c'est-à-dire l'idée que la guerre ne devait être qu'une opération purement défensive et qu'il n'était pas question de prendre quelque initiative que ce soit. Car la Drôle de guerre, c'était ça, n'est-ce pas ! Nous sommes restés l'arme au pied, si je puis dire, pendant que les Allemands démolissaient la Pologne, de façon tout à fait extraordinaire. Vraiment, je crois que les Français ne se rendaient

absolument pas compte de la situation réelle des forces, de part et d'autre. Le problème étant la situation des forces au point de vue matériel et la situation des forces au point de vue intellectuel et moral. C'est-à-dire cet extraordinaire abrutissement qui régnait du côté français.

***Et que pensait l'expert financier que vous étiez de l'effort indéniable de réarmement qui a été fait entre 1936 et 1939 ?***

Mais qu'est-ce qu'on pouvait penser d'autre que c'était nécessaire et que probablement, ce n'était pas suffisant. Je veux dire, c'est tout ce qu'on pouvait en dire. C'était très difficile de se rendre compte. Il y a un domaine où on a une petite idée, c'est l'aviation, parce qu'on parle toujours du nombre des avions. Mais pour tout le reste, comment se faire une idée ? C'est difficile. Et ce qui paraissait aussi, c'est qu'on avait commencé bien tard.

***Non, je voulais dire vous, en tant que fonctionnaire du ministère des Finances, vous voyiez que le gouvernement du Front populaire en 1936 d'abord, puis les gouvernements successifs ont fait un effort ?***

Ils ont fait un petit effort. Mais du temps du gouvernement du Front populaire, on se rendait compte que c'était totalement incompatible avec la situation financière dans laquelle nous nous trouvions. En réalité, on a eu le sentiment que les choses devenaient un peu plus possibles quand il y a eu le rétablissement de 1938. Et on s'est dit : " Eh bien à partir de ce moment-là, on peut vraiment peut-être faire quelque chose pour améliorer la situation de l'armée française. "

Mais enfin évidemment, personne ne s'attendait à ce que la disproportion fut telle et à ce qu'il arrive ce qui est arrivé.

***Au moment de la débâcle, vous étiez à Paris.***

J'étais à Paris au moment de la débâcle. Puis, nous avons été évacués, comme tout le monde, d'ailleurs. Je ne me rappelle plus exactement quand c'était, quel mois c'était. Nous avons été évacués sur la Loire. Nous avons été dans un château des bords de la Loire, qui est en face de l'endroit où il y a la centrale atomique .Comment ça s'appelle ?...

***Chinon ?***

Chinon, c'est ça, de l'autre côté de Chinon, le château du Coudray Montpensier, où nous nous sommes installés. J'étais un peu le patron parce que les principaux (le ministre en tête) étaient allés à Bordeaux. Et l'administration était restée en arrière. C'était plus lourd et plus difficile à transporter. Je me rappelle toujours (rires), les choses ont toujours un côté comique. Quand les Allemands sont arrivés, j'ai fait lever le pont-levis et fermer toutes les portes (rires) et ç'a été très mal interprété par l'occupant (rires).

***Avant même de lever le pont-levis, est-ce que vous aviez quelques idées des démêlées entre Paul Reynaud et Daladier ?***

Ah non, alors on était complètement coupés de tout. Pendant les quelques semaines que ça a pu durer, je ne sais pas, nous avons dû nous y installer en mai, je pense.

***Certainement.***

Et puis l'armistice, c'était quand ?

***Le 24.***

Le 24 juin ? Le 24 mai ?

***Juin.***

Juin, c'est ça, oui. Nous avons dû y rester quelques semaines. Et puis on est rentré à Paris, comme le gouvernement lui-même, d'ailleurs, la partie du gouvernement qui ne s'est pas installée à Vichy puisque ça a été coupé.

***Est-ce que c'était à ce moment-là que vous êtes nommé à la délégation française à la Commission de l'armistice de Wiesbaden<sup>3</sup> ?***

---

<sup>3</sup> La Commission allemande d'armistice (Waffenstillstandskommission ou WAKO) est la commission chargée de l'application et du contrôle de la convention de l'armistice du 22 juin 1940 entre la France et l'Allemagne nazie (article 22 de la convention). Basée à Wiesbaden (d'où son nom quelquefois de Commission d'armistice de Wiesbaden), elle est sous l'autorité du Haut Commandement allemand. Elle est dirigée par le général Carl-Heinrich von Stülpnagel jusqu'en février 1941 puis par le général Oskar Vogl.

Cette commission traite, au travers de nombreuses sous-commissions, de tous les sujets liés à la fin des combats et à l'occupation allemande en France. La principale est la Délégation économique, dirigée par le diplomate allemand Hans Richard Hemmen. À l'origine, elle devait surtout s'occuper des frais d'occupation de l'Armée allemande mais est surtout utilisée par les Allemands pour exploiter et adapter l'économie de la France aux besoins du Reich. Une délégation, nommée par le Gouvernement français, représente les intérêts de la France au siège de cette commission et « reçoit les ordres d'exécution de la commission allemande d'armistice. » (Article 22). Elle est dirigée par le général Charles Huntziger jusqu'en septembre 1940 puis par le général Paul-André

Oui. Je ne me rappelle plus les dates. Ce qui s'est passé à ce moment-là aussi, c'est que la direction du Mouvement des fonds a été coupée en deux. On a fait une direction du Trésor et une direction des Finances extérieures. Et j'ai été nommé à la tête de la direction des Finances extérieures. Je ne sais plus quand.

***Oui, je crois que c'est en septembre.***

C'était après, oui en septembre. Je ne sais pas quand la Commission de Wiesbaden a été installée.

***Aussitôt après, c'est-à-dire à l'automne 1940.***

Oui, c'est ça.

***Elle a été installée, avec le général Huntziger<sup>4</sup> dans un premier temps, puis le général Doyen<sup>5</sup>.***

C'est ça, oui. Je représentais le Trésor, en fait, dans cette affaire et j'avais un patron qui était le gouverneur de la Banque de France, Yves de Boisanger<sup>6</sup>. C'est bien ça ?

***Exactement.***

Oui.

***Mais dans cette institution, vous avez affronté les négociateurs allemands de façon quasi quotidienne, si je comprends bien.***

Oui. Au quotidien, c'est beaucoup dire parce que je ne résidais pas à Wiesbaden. J'y allais régulièrement de Paris.

---

Doyen jusqu'en 1941. Cette délégation n'a donc que peu de pouvoir face aux membres allemands de la Commission, se contentant souvent de rapporter les doléances françaises.

<sup>4</sup> Charles Huntziger est un officier général français, né le 25 juin 1880 à Lesneven (Finistère) et mort accidentellement le 12 novembre 1941 à Bréau-et-Salagosse (Gard). Général d'armée, il signe l'armistice du 22 juin 1940 en forêt de Compiègne. Il est nommé commandant en chef des forces terrestres de la France de Vichy et, de septembre 1940 à août 1941, est également ministre de la Guerre du gouvernement de Pierre Laval. Il meurt dans un accident d'avion, de retour d'une mission en Afrique du Nord.

<sup>5</sup> Paul André Doyen, né le 21 juin 1881 à Cabanac-et-Villagrains (Gironde), mort le 3 septembre 1974 à Veyrier-du-Lac (Haute-Savoie), est un général de corps d'armée français de la Seconde Guerre mondiale.

<sup>6</sup> Yves Bréart de Boisanger, né le 8 septembre 1896 à Niort et mort le 10 octobre 1976, est un administrateur français, gouverneur de la Banque de France de 1940 à 1944, sous le régime de Vichy. Il est le frère de Claude Bréart de Boisanger.

***Est-ce que vous vous rappelez si les réunions étaient très fréquentes ?***

Ah oui, elles étaient assez fréquentes. On a publié les procès-verbaux de ces réunions dont vous avez la collection.

***Oui, tout à fait.***

Et vous pouvez voir ce qu'on y discutait, en dehors des frais d'occupation. Mais les frais d'occupation, ça ne se discutait pas beaucoup, malheureusement.

***Alors, certains mémorialistes ont laissé, de cette période, des témoignages plus ou moins précis, en particulier, quelle était l'attitude de de Boisanger vis-à-vis des Allemands ? Dans certains souvenirs, il est taxé d'être plutôt complaisant à l'égard des Allemands ? Comment est-ce que ça vous a... Est-ce que ça vous a (inaudible) ?***

Oui. Moi, je connaissais Boisanger depuis longtemps, c'était un collègue et même un ami que je connaissais bien. Je pense que le jugement que je portais sur lui à l'époque, c'est qu'il n'était pas suffisamment dur vis-à-vis de son collègue allemand qui s'appelait Hemmen, qui, lui, devait être un diplomate, je crois.

***C'est ça... Et d'après Armand Bérard<sup>7</sup>, Yves de Boisanger avait un certain nombre d'accès de colère ou de révolte, mais peu fréquents par rapport à une attitude générale.***

Oui mais la colère, ça ne sert à rien. Et ce n'est pas ça qui règle les problèmes. Je vous dis, d'une façon générale, son attitude, à mon avis, n'était pas suffisamment dure, suffisamment ferme. Il avait trop tendance, comme beaucoup de gens, d'ailleurs, à vouloir arranger les choses.

***Comme directeur des Finances extérieures, vous aviez d'une part cette négociation avec les Allemands à la Commission d'armistice de Wiesbaden.***

Oui, c'était " négociation ", c'est beaucoup dire, mais enfin c'était une discussion sans fin, en réalité sur toute espèce de problème que je ne me rappelle plus mais qui figure, je pense, dans les procès-verbaux. Je devais y aller régulièrement, peut-être deux fois par mois, ou quelque chose comme ça.

---

<sup>7</sup> Armand Max Jean Bérard, né le 2 mai 1904 à Paris et mort à Neuilly-sur-Seine le 20 novembre 1989, est un homme politique, diplomate et écrivain français.

*Il y a également les négociations, les relations avec l'Italie.*

Oui.

*Et il se trouve que, sur l'Italie, sur les relations franco-italiennes à cette période, il y a eu des travaux qui ont été faits. Et en particulier, on a retrouvé plusieurs de vos interventions où vous apparaissez particulièrement ferme à l'égard des demandes italiennes.*

Oui, c'est possible. Je ne me rappelle pas très bien, je dois dire. Mais je n'ai jamais été en Italie.

*Ah !*

Si ?

*Vous y avez été en mars 1942.*

Ah bon ! En 1942.

*Oui.*

Ah oui, c'était beaucoup plus tard, alors. Oui, parce qu'il y avait aussi des frais d'occupation italienne.

*Oui et il y avait donc une autre commission, une commission d'armistice franco-italienne<sup>8</sup>.*

Oui.

*Avec à sa tête l'amiral Duplat<sup>9</sup>. Et sur place à Rome, l'attaché financier s'appelait (Robert) Montarnal.*

Ah, Montarnal, oui. Je l'ai bien connu, c'était un camarade de ma génération.

*Les problèmes qui étaient soulevés par les Italiens, c'était des problèmes de caution, de garantie de biens italiens en France et de biens français en Italie. Et les problèmes de la valeur respective de la lire et du franc ?*

---

<sup>8</sup> <https://www.cairn.info/revue-guerres-mondiales-et-conflits-contemporains-2013-3-page-115.htm>

<sup>9</sup> Émile André Henri Duplat fut un amiral français, né le 6 septembre 1880 au Havre et mort le 30 juillet 1945 à Paris.



Oui. Je dois dire alors là, je ne me rappelle absolument pas. Mais vous avez vu Montarnal ?

*Non, mais il y a des papiers abondants sur cette négociation.*

Ah, oui ? Cela fait l'objet d'une publication, aussi, comme la commission franco-allemande ?

*Non, mais il y a eu une étude qui a été faite dans le cadre de rencontres historiques franco-italiennes, et précisément sur.*

Ah oui ? Je ne connais pas du tout, alors, je n'ai jamais vu ça. Franchement, je n'ai aucun souvenir.

*Les exigences italiennes sont évidemment dans le sens du paiement des frais d'occupation, des avances de fonds, en particulier que les Français leur accordent plus de matière première et plus de matériel. Et il y a en particulier les réponses que vous faites à Sanguinetti, qui est un des représentants français à la Commission d'armistice franco-italienne, et à Montarnal, qui est attaché financier à Rome, qui est de dire : il faut accepter la négociation, mais il faut faire traîner les choses en longueur.*

Oui, (rires) c'est bien possible.

*Et vous allez même à Rome en mars 1942.*

Ah oui ?

*Pour discuter, justement à ce moment-là, c'était les Italiens qui voulaient essayer de se libérer des biens, ce qu'ils appelaient la mainmise française en Italie sur les biens italiens, et essayer de les racheter au moindre prix.*

Ah oui, remarquez, avec les Allemands, c'était un peu comme ça aussi. Ils ont essayé de racheter des sociétés détenues par des Français, en les payant avec des frais d'occupation, d'ailleurs.

*À ce moment-là, est-ce que vous avez une idée de la façon dont la guerre tourne ? Et puis peut-être pouvez-vous, en quelques mots, nous décrire l'atmosphère du ministère des Finances dans le Paris occupé.*

Oui, vous savez, le ministère des Finances dans Paris occupé, en réalité, c'était des fonctionnaires. Parce que le ministre des Finances et ce qui était politique était à Vichy. Moi-même, j'allais à Vichy, épisodiquement, mais le moins possible, je dirai. Et je ne cherchais jamais à avoir des instructions. À Paris, c'était une administration, c'était des fonctionnaires. Ils étaient tous dans le même état d'esprit, forcément. C'est-à-dire que c'était des Français qui cherchaient à se défendre. Alors, ils géraient les choses le mieux qu'ils pouvaient, dans les différents services : le budget, les impôts, la dette et tout ça. Mais de la façon, je dirai, la plus classique possible. Sans jamais chercher quoi que ce soit qui eût un caractère politique. En réalité, ce qui était politique était à Vichy et, au point de vue des Finances, ce n'était pas grand-chose d'autre que les rapports du Trésor avec la Banque de France, les avances de la Banque de France pour financer les charges, et en particulier les frais d'occupation, c'était ça, le problème. C'était Boisanger, avec le ministre des Finances, qui était d'abord Bouthillier<sup>10</sup>. Et puis après, qui est-ce qu'il y a eu après Bouthillier ? Bouthillier a dû rester au moins deux ans.

***Oui, exactement, c'était en 1942.***

En 1942, ça n'était pas plus ?

***Ça a changé en 1942.***

Oui, je ne me rappelle plus qui c'était.

***Il y a un nom qui m'échappe.***

Quelqu'un de très notable, mais vous avez ça dans la documentation, il n'y a pas de problème. Alors, du côté de Paris, il ne se passait rien, en réalité.

***À partir de quel moment est-ce que vous pensez quitter, parce qu'en définitive, vous allez le quitter en 1943.***

Oui, je suis parti en mars 1943. Dans le fond, j'étais resté là et je tâchais de faire mon métier le plus que je pouvais, le plus consciencieusement possible, disons, parce que je pensais rendre service. Je pensais que c'était utile. Et, en particulier, qu'il était utile d'essayer de nous

---

<sup>10</sup> Yves Bouthillier, né le 26 février 1901 à Saint-Martin-de-Ré (Charente-Inférieure) et mort le 4 janvier 1977 à Paris, est un haut fonctionnaire et homme politique français. De 1938 à 1940, il est secrétaire général du ministère des Finances sous l'autorité de Paul Reynaud.

défendre à Wiesbaden contre les Allemands à la Commission d'armistice. Les choses ont changé complètement le jour où la zone dite libre a cessé d'exister et où tout le pays a été occupé à partir de novembre 1942, ou quelque chose comme ça.

***En novembre 1942.***

Oui, et en même temps d'ailleurs, corrélativement, il est arrivé que l'Afrique du Nord était occupée par les Américains d'abord, puis les Anglais et ensuite par les Français. À partir de ce moment-là, je me suis rendu compte que pratiquement, on ne pouvait plus rien faire parce que le gouvernement était entièrement à la merci des Allemands et qu'il n'y avait plus aucune échappatoire, que par conséquent, le rôle qu'on pouvait jouer pour essayer de se défendre contre l'occupant, ça devenait de plus en plus un leurre. C'est ce qui progressivement m'a amené à l'idée que je serais plus utile en allant de l'autre côté qu'en restant en France où, vraiment, je n'avais plus grand-chose à faire. La Commission d'armistice, à cette époque-là, avait pratiquement disparu. Il n'y avait plus de négociations entre le gouvernement français et le gouvernement allemand. Alors, c'est ça qui m'a, dans le fond, conduit à partir. Et partant, je suis allé très normalement en Afrique du Nord, parce que c'était français.

***Est-ce qu'à ce moment-là, vous aviez entendu parler du général de Gaulle ?***

Oui, bien sûr, mais vous savez, c'est comme la plupart des Français de l'époque, je n'avais jamais entendu, à l'époque, l'appel du 18 juin ni tout ça, je veux dire, ça avait pénétré très lentement par la suite. On était dans le fond très peu au courant de ce qui se passait à Londres. On ne savait pas très bien, dès lors qu'on n'était pas de ceux qui participaient à la résistance active, ce qui était mon cas de ne pas y participer, je veux dire. Et de Gaulle, je ne le connaissais pas. Je ne savais pas du tout qui c'était. Politiquement, je ne me rendais pas très bien compte des choses. Alors, instinctivement, on se tournait plutôt vers Alger qui était français et où il y avait des autorités françaises officiellement installées. Alger qui était d'ailleurs en discussion, déjà à cette époque-là, avec de Gaulle, pour essayer de mettre ensemble tous les Français qui étaient en dehors de l'occupation.

***C'était tout de même un coup extraordinaire que de partir, au début de l'année 1943, bien sûr, d'autres l'ont fait avant, dans d'autres circonstances, etc. et de se retrouver à Alger dans une atmosphère totalement différente de celle que vous aviez.***

C'était en effet une expérience assez particulière (rires) mais vous savez quand je suis arrivé à Alger c'était en mars 1943. Il est vrai que c'était très différent mais c'est vrai aussi que c'était, dans une mesure, un pays occupé parce que, malgré tout, le commandement anglo-américain était en quelque sorte prédominant et l'autorité française n'était pas tellement affirmée vis-à-vis de lui.

***Mais est-ce que vous aviez quelques contacts avec Alger ?***

Avant ?

***Oui, avant de partir.***

Aucun.

***Mais...***

Un peu à l'aventure, si vous voulez, oui.

***Et comment est-ce que ça s'est passé, pratiquement, matériellement ?***

Comment est-ce que ça s'est passé, pratiquement ?

***Oui, je veux dire le voyage entre Paris et Alger.***

Le voyage entre Paris et Alger, puisque j'en avais la possibilité, je me suis décidé à ne pas faire comme la plupart des gens qui ne pouvaient pas faire autrement, c'est-à-dire essayer de passer la frontière. J'avais des documents officiels. J'avais un passeport et des possibilités. Et je suis allé, en quelque sorte, ouvertement à Madrid avec mon passeport. Arrivé à Madrid, je me suis mis en rapport avec des gens de l'ambassade qui étaient eux-mêmes en rapport avec Alger et avec Londres dont je connaissais les noms. Il faut vous dire que j'avais été quelques mois avant (et tout ça n'est pas sans lien) à Lisbonne. Là, c'était en mission officielle, je ne me rappelle plus du tout pourquoi, d'ailleurs. À Lisbonne, j'avais eu des contacts. J'avais appris à connaître le nom des gens qui s'occupaient de ces choses-là, notamment dans les ambassades. Je ne me rappelle plus qui était notre attaché de ministère à Madrid qui s'occupait de faire passer les gens du côté de l'Algérie.

***Courcel<sup>11</sup>?***

Je ne me rappelle pas. Là, je me suis mis en rapport avec eux. Ils m'ont fait aller à Gibraltar où j'ai été en rapport aussi avec les Français d'Alger et où on m'a trouvé un passage sur un avion anglais qui allait de Gibraltar à Alger. Je suis arrivé là et je me suis présenté à ce qu'on appelait curieusement le Commandement en chef civil et militaire, c'est-à-dire à Giraud et à ses collaborateurs. Et là, d'une façon curieuse aussi, ils ont tout de suite voulu me nommer secrétaire général de ce commandement en chef.

***Oui.***

Mais c'était vraiment le hasard des circonstances, vous savez, parce qu'il n'y avait pas grand monde là-bas, et ils avaient quelqu'un sous la main qui n'était compromis nulle part, ni du côté allemand, ni du côté de Gaulle. Le général Bergeret<sup>12</sup> était partant et j'ai été nommé à sa place pour diriger, en quelque sorte, je ne voudrais pas dire le gouvernement parce que c'est beaucoup dire, mais l'administration civile du commandement en chef de l'époque, au lycée Fromentin.

***Alors, vous arrivez à Alger, au Nid.***

Comment ?

***Au Nid, à ce qu'on appelait le Nid.***

Le Nid, oui, c'est ça. Enfin si, il y avait une série de pavillons, effectivement.

***Vous arrivez dans une drôle d'atmosphère.***

Je dois dire que pour quelqu'un qui arrivait de France et qui ne sait rien, tout ça c'était stupéfiant. Je m'y suis habitué depuis et je m'y fais même aujourd'hui à voir les disputes entre politiciens, mais c'était exactement la même chose. Il n'y avait que des querelles de personnes.

---

<sup>11</sup> Geoffroy Chodron de Courcel est un diplomate français, né le 11 septembre 1912 à Tours et mort le 9 décembre 1992 à Paris. Petit-fils d'Alphonse Chodron de Courcel, il est principalement connu pour avoir été l'aide de camp du général de Gaulle lors de l'appel du 18 Juin, et il est Compagnon de la Libération. Il est l'oncle de Bernadette Chirac (née Chodron de Courcel).

<sup>12</sup> Jean Bergeret, né à Gray (Haute-Saône) le 23 août 1895, mort le 30 novembre 1956 à Neuilly-sur-Seine, est un général d'aviation français.

***Le général de Gaulle n'était pas encore arrivé à Alger.***

Ah non, de loin, c'était en mars mais on était en négociations avec lui peu après mon arrivée. Il y avait Jean Monnet qui était déjà là, qui était chargé de mission des États-Unis. Il était là en tant qu'Américain. Puis peu après, est arrivé le général Catroux<sup>13</sup> qui était chargé de... et curieusement, le chargé de mission des États-Unis était celui qui négociait avec de Gaulle (rires). Je vous disais tout à l'heure que le commandement français d'Alger était quelque chose de particulier et qu'il y avait des autorités d'occupation à côté. C'en était bien la démonstration. Cela duré des mois. Je ne m'en suis pas beaucoup occupé mais un peu quand même. Il se trouvait que je connaissais assez Jean Monnet dont j'avais fait la connaissance en 1938 quand il était venu en France, de son propre chef d'ailleurs, pour essayer de convaincre le gouvernement français d'acheter des avions américains.

***Alors, vous aviez eu contact en tant que représentant des Finances ?***

Il était venu nous voir au ministère des Finances et nous l'avons reçu, Rueff et moi. Nous étions ensemble pour le recevoir parce qu'il fallait les piquer aussi, ces avions. Alors, j'avais fait sa connaissance et nous avions en quelque sorte noué des rapports personnels à ce moment-là, si bien que je l'ai retrouvé à Alger, j'ai eu des rapports alors tout à fait réguliers et fréquents avec lui.

***Quel rôle a-t-il joué dans la réconciliation française Giraud-de Gaulle ?***

C'est difficile de vous dire. C'était une négociation difficile parce qu'en réalité, c'était entre les Américains et de Gaulle. Que Giraud était totalement incapable d'avoir la moindre idée politique que ce fut, c'était un très brave homme, d'ailleurs, et je dis ça sans du tout manquer de considération pour lui. C'était un bon militaire, il avait surtout pour idée de ne pas céder la place à de Gaulle, de garder sa position à lui. Alors, ce n'était pas commode. C'est ce qui a conduit à cette double présidence qui était une sorte de paradoxe ou de défi au bon sens, qui n'a pas duré très longtemps, d'ailleurs. Mais la négociation s'est terminée, en réalité elle se perdait dans les sables. Elle s'est terminée quand de Gaulle a décidé de venir à Alger et de chercher à régler la question lui-même. Cela s'est terminé en pas même quelques semaines, quelques jours, toujours au milieu des questions de personnes abominables dont (inaudible).

---

<sup>13</sup> Georges Catroux est un général d'armée, ministre de la IVe République et ambassadeur français, né le 29 janvier 1877 à Limoges et mort le 21 décembre 1969 à Paris. Il fut l'un des principaux généraux ralliés au général de Gaulle après l'appel du 18 Juin et joua un rôle prééminent dans l'action de la France libre.

***Est-ce que les Anglais jouaient aussi un rôle dans tout ça ?***

Non, très peu.

***Mc Millan ?***

Pas vraiment, non et pas vraiment Eisenhower, d'ailleurs. C'était plutôt son entourage. Il y avait le dénommé Murphy qui était là, déjà. Et il y avait Monnet.

***Est-ce que vous aviez gardé contact avec Larcouve<sup>14</sup>, avec Paris ?***

Absolument pas, non.

***Absolument pas ?***

Absolument pas, je n'avais aucun contact d'aucune sorte. Je ne pouvais pas en avoir, d'ailleurs. Ma famille était à Paris, bien sûr, c'était ça mon problème quand je suis parti mais je ne pouvais pas faire autrement.

***Et alors, est-ce que vous aviez envoyé une lettre de démission ?***

Non, j'étais parti. J'étais parti sans rien dire à mon ministre dont j'ai oublié le nom, d'ailleurs. Non, je ne voulais pas attirer l'attention. Ça s'est su après dès que je suis arrivé à Madrid, par l'ambassade, forcément. Alors, j'ai été déchu de la nationalité, mes biens ont été confisqués mais enfin, c'était les choses de l'époque.

***Et alors, lorsque se constitue le Comité français de libération nationale, vous en êtes l'un des membres.***

Oui.

***Chargé des Finances ?***

Chargé des Finances, oui.

***Et d'après les textes, comme il faut qu'il y ait à la fois des membres...***

---

<sup>14</sup> Orthographe à vérifier.

Il y avait des membres du côté Giraud et des membres du côté de Gaulle. Moi, j'étais considéré comme le côté Giraud. En fait, ça s'était négocié entre Monnet et Giraud.

***Et vous n'y restez pas longtemps.***

Non, je suis parti à la fin de l'année. Je crois que ça s'est constitué en juin.

***En juin 1943.***

J'ai dû partir en novembre ou décembre.

***En octobre, d'après les...***

En octobre, c'est-à-dire que ce qui s'est passé à ce moment-là, c'est que de Gaulle (je ne dis pas Giraud, c'était de Gaulle qui déjà avait pris les choses en main) avait le désir de donner un caractère politique à son comité, c'est-à-dire à son gouvernement. Et il voulait y faire entrer des hommes politiques. Moi-même, je n'avais rien de politique et je n'étais absolument pas connu par le public français à l'époque. Alors, il m'a demandé de partir pour être remplacé par Mendès France. Je pense que c'était une opération plutôt bénéfique pour le Comité de libération. Il y en a d'autres, aussi, qui ont été victimes, si je puis dire, du remaniement. Il y en a quelques-uns qui sont partis.

***Oui, vous étiez en même temps que Jean Monnet, André Philippe, René Massigli bien entendu, René Mayer, Pleven<sup>15</sup>, Tixier<sup>16</sup>, Henri Bonnet.***

Oui.

***Alors, c'est à ce moment-là que vous faites la connaissance du général de Gaulle.***

C'est quand je suis rentré au Comité de libération, oui.

***Alors, quel effet ? C'est tout de même un moment important, parce que...***

---

<sup>15</sup> René Pleven, né le 15 avril 1901 à Rennes et mort le 13 janvier 1993 à Paris, est un homme d'État français. Personnalité importante de la France libre pendant la guerre, il sera ensuite élu des Côtes-du-Nord (aujourd'hui Côtes-d'Armor) jusqu'en 1973. Il fut président du Conseil et ministre sous la IV<sup>e</sup> République puis Garde des Sceaux pendant la Ve République, sous la présidence de Georges Pompidou.

<sup>16</sup> Adrien Tixier, né le 31 janvier 1893 à Folles (Haute-Vienne) et mort le 18 février 1946 dans le 8<sup>e</sup> arrondissement de Paris, est un homme politique français.



Bien sûr mais je ne le connaissais pas avant, sinon il avait été à une époque au début de la guerre, en 1939-1940, secrétaire d'État à la guerre, mais je n'avais pas du tout eu l'occasion de le connaître à ce moment-là. J'ai fait sa connaissance, dans le fond, à Alger et je dois dire que cela a été une connaissance, comment on peut dire, une prise de connaissance facile. Nous n'avons pas eu de peine à discuter des problèmes et à nous entendre, si je puis dire ça sans vanité. Je discutais avec lui forcément des problèmes financiers. Le premier problème que j'ai discuté avec lui, à mon initiative d'ailleurs, c'était de trouver les moyens de rembourser au gouvernement britannique l'argent qu'il avait avancé pour payer les dépenses du Comité de libération. Ce que nous avons fait, ça n'allait pas très loin, d'ailleurs.

*Est-ce que l'image que vous aviez de...*

Mon problème majeur à l'époque avait été que j'avais comme collaborateur Didier Greg<sup>17</sup> qui était un camarade de promotion à moi de l'Inspection et a fait sa carrière aux Finances, ensuite. Il avait du talent aussi. Je l'avais comme collaborateur principal et le problème premier était de faire le budget du Comité de libération. C'est ce que j'ai fait, d'ailleurs, dans les premiers mois, ou dans les quelques mois que j'ai passés (comment s'appelait le pavillon des Finances ?) dans le Nid, c'était pour le...

*Lycée Fromentin.*

Oui, lycée Fromentin, peu importe.

*Alors, vous vous retrouvez ensuite aux affaires italiennes.*

J'ai été chômeur pendant quelques temps. À ce moment-là, je n'avais reçu aucune affectation. Je ne pouvais pas dire quittant le pseudo-gouvernement que c'était facile, je ne pouvais plus rentrer dans l'administration, ou du moins pas immédiatement. Ce n'était pas commode alors, j'ai été pendant quelques mois, en réalité, sans affectation.

*Je m'excuse du caractère un peu direct ou trop net de la question : est-ce que le général de Gaulle faisait ainsi payer à celui qui était considéré comme giraudiste le fait qu'il avait été giraudiste ? Il était considéré comme giraudiste ?*

---

<sup>17</sup> François-Didier Gregh (1906–1992) est un haut fonctionnaire et homme d'État français.

Oh non, absolument pas. D'abord, je n'étais pas considéré comme giraudiste. J'avais vraiment été là parce qu'il n'y avait personne d'autre et tout le monde connaissait mes sentiments qui n'étaient pas spécialement d'un côté ou de l'autre. Non, de Gaulle avait fait à ce moment-là, à l'automne 1943, une opération politique.

***Est-ce que ça n'avait rien à voir avec l'opération sur la Corse ?***

Non, ça n'avait rien à voir avec l'opération sur la Corse. L'opération sur la Corse, dans le fond, a creusé le fossé entre de Gaulle et Giraud et a été un des éléments déterminants de la séparation. Ça a dû se passer au milieu de l'été, c'était en août ou quelque chose comme ça.

***Oui.***

Oui, Giraud n'avait pas prévenu de Gaulle (rires), c'est comme quand Eisenhower n'avait pas prévenu de Gaulle qu'il allait débarquer au Maroc. Mais je ne veux pas dire que Giraud l'avait fait sur la demande des Américains. Pas du tout ! Il l'avait fait parce qu'il considérait que c'était son secret militaire à lui. Oui, je suis resté quelques mois sans rien faire. Puis, Massigli a eu l'idée de m'envoyer à Rome où on constituait un soi-disant Comité interallié pour prendre en main les affaires politiques italiennes à côté des autorités militaires d'occupation, un comité France, Angleterre, États-Unis et Yougoslavie. Alors, j'ai été envoyé là, je ne sais plus à quelle époque c'était, au début de 1944.

***Au début de 1944, absolument.***

Je ne sais pas quel mois était-ce.

***Je sais que vous revenez en visite à Alger en mai 1944.***

Ah non, c'était bien avant. J'ai dû y aller en février ou mars. J'ai dû rester trois mois, à peu près, à ne rien faire. Alors, je suis arrivé à Naples, comme les autres. Mes collègues, qui est-ce qu'il y avait comme Anglais, c'était Mc Millan, au début, je crois. L'Américain, ça devait être (inaudible) mais, en fait, ce Comité ne s'est jamais réuni et n'a jamais fait quoi que ce soit parce que le côté politique de l'occupation anglo-américaine de l'Italie a été en quelque sorte confié à un mafioso de New York. Comment est-ce qu'il s'appelait ? Vous retrouverez ça. Comment est-ce que les Américains appelaient leur administration des territoires occupés ?

### **AMGOT<sup>18</sup>**

AMGOT, oui. Qui était à la tête de l'AMGOT de l'Italie ? Comment est-ce qu'il s'appelait ? Je vous dis strictement ce qui est, c'était un Italien mafioso et habitant New York, un personnage relativement important dans les milieux politiques new-yorkais. C'est lui (mais enfin tout ça n'a joué qu'un petit rôle, parce que très vite, les Italiens se sont constitués en gouvernement avec leur roi et leur maréchal. Comment est-ce qu'il s'appelait ?

### **Badoglio<sup>19</sup>...**

Badoglio, oui. Ils ont fait un gouvernement très vite, à Salerne. Moi, je me suis installé à Naples et très vite ou presque aussitôt, je suis entré en rapport avec des Italiens. Ma mission a été en réalité une mission française auprès du gouvernement italien, qui s'est transporté à Rome sitôt après ce qu'on a appelé la libération de Rome, que moi j'appelais plutôt l'occupation. Je me suis installé là et j'ai été considéré comme le représentant officiel français auprès du gouvernement italien, et aussi, curieusement, auprès du Saint-Siège, d'ailleurs.

### ***Quelle était l'atmosphère, en Italie, à ce moment-là, dans ces mois du printemps et de l'été 1944 ?***

Oh, vous savez comment sont les Italiens, tout ce qui venait du côté des occupants était le bienvenu. Le gouvernement de Mussolini était considéré comme terminé, ils avaient totalement retourné leur veste.

### ***C'était la disette et l'inflation en Italie.***

Oh, l'inflation, ce n'est pas nouveau, et la disette pas tellement. Non, ils n'étaient pas tellement malheureux, enfin, ils ont toujours été pauvres. Vous parliez tout à l'heure de nos

---

<sup>18</sup> Le gouvernement militaire allié des territoires occupés, en anglais Allied Military Government of Occupied Territories (AMGOT), est un gouvernement militaire d'occupation constitué par des officiers américano-britanniques chargés d'administrer les territoires libérés au cours de la Seconde Guerre mondiale. Ce gouvernement devait être mis en place de manière à assurer un fonctionnement de l'administration en attendant l'établissement de gouvernement légitime, c'est-à-dire élu par le peuple. Ce gouvernement militaire a été établi avec succès dans certains pays, alors que dans d'autres il a été considéré comme illégitime et a rapidement été remplacé par un gouvernement national de transition.

<sup>19</sup> Pietro Badoglio, né le 28 septembre 1871 à Grazzano Monferrato (Piémont) où il est mort le 1er novembre 1956 (la ville ayant été rebaptisée Grazzano Badoglio en son honneur en 1939), est un militaire et homme d'État italien, président du Conseil de 1943 à 1944. Maréchal, il commande l'armée italienne pendant la guerre d'Éthiopie et devient président du Conseil du royaume d'Italie après la chute de Mussolini en 1943.

rapports avec eux pendant l'occupation, qui étaient fondés là-dessus, d'ailleurs. Mais il n'y avait pas de grande misère.

***Vous n'aviez pas beaucoup de rapports, disiez-vous, avec les alliés, avec les Américains, avec les Anglais ?***

Un petit peu, j'en avais un petit peu, mais rien pour ce qui aurait concerné une politique commune vis-à-vis de l'Italie, comme c'était l'objectif de ce Comité.

***Comité des affaires italiennes.***

Ce comité quadripartite, jamais nous n'avons discuté le moindre problème ensemble et chacun de son côté faisait ses affaires avec le gouvernement italien.

***Et alors, les relations avec les militaires, quelles étaient-elles ?***

Les militaires, forcément, c'était le grand morceau de la présence française en Italie à l'époque. C'était Juin d'abord puis après son successeur. Comment est-ce qu'il s'appelait, le successeur de Juin ? Quand Juin était en Provence. Nous avons les meilleurs rapports du monde, bien sûr. Nous n'en avons pas quand j'étais à Naples, parce qu'ils étaient installés ailleurs. Quand on est arrivé à Rome, on a établi des rapports régulier, et, d'autant plus qu'il y avait un gouverneur militaire français de Rome, qui s'appelait le général...

***C'est intéressant ce que vous dites sur les bons rapports qui existaient avec les militaires français, parce que...***

Parce qu'il n'y avait pas de raison qu'il y eût de mauvais rapports, vraiment.

***Oui. Certains documents font état au contraire de tensions qui semblent après tout naturelles dans la vie surtout à ce moment-là, parce que les militaires français occupent volontiers les bâtiments français à Rome, par exemple la villa Médicis, et que vous avez beaucoup de difficultés à les en faire partir.***

Écoutez, il ne faut pas exagérer. D'abord, ce sont les militaires français qui m'ont installé au palais Farnèse. Puis ensuite, le général (comment est-ce qu'il s'appelait, ce général ?) qui était le beau-père de Beaumarchais, je ne connais que lui le gouverneur français de Rome, à qui j'ai proposé de s'installer à la villa Médicis. Ce n'était pas... (rires), c'était une façon, d'abord de

sauvegarder le bâtiment et de le faire entretenir. Tout de même, c'était, du point de vue français, une bonne chose. Je n'ai jamais eu de problème avec lui, non, il n'y a eu aucune espèce de difficulté.

***Vous rentrez en possession aussitôt du palais Farnèse ?***

Ce que je me rappelle, par exemple, quand je suis arrivé à Rome, c'était un peu après l'occupation par les alliés, le palais Farnèse était occupé par les militaires. Ils m'ont reçu au palais avec un... comment est-ce qu'ils appellent ça, les militaires ? Enfin, une cérémonie, il y a de la musique et des "Présentez armes", vous savez. Puis, je leur ai dit qu'il fallait qu'ils s'en aillent et ils sont partis instantanément.

***Est-ce qu'il y a une cérémonie, dans l'ambassade ? On parle de fête dans le salon des Carrache ?***

Oui, de fête.

***Oui, de fête pour fêter, justement, la réinstallation d'un représentant français à Rome.***

Ça, je ne peux pas vous dire, non, je ne sais pas. Moi, je n'ai pas donné de fête, en tout cas.

***Non, bien sûr mais pour fêter l'événement.***

Je ne sais pas avec qui.

***Entre vous et les militaires français qui étaient là ?***

Je vous dis, ils m'ont reçu au palais Farnèse où ils étaient installés, ils avaient mis des factionnaires à la porte pour garder le bâtiment, très normalement d'ailleurs. Je ne sais pas, je ne peux pas vous dire (rires), je n'en ai vraiment pas le souvenir.

***Un texte, parmi ceux que j'ai lus, dit que vous aviez été choisi pour être, au fond, le premier ambassadeur en Italie après la seconde guerre, parce que vous étiez un spécialiste des affaires italiennes.***

Ah non, ça alors là, c'est du... (phrase inaudible).

Non, je n'ai pas été choisi pour m'occuper des affaires italiennes. J'ai été désigné pour faire partie de la Commission interalliée quadripartite siégeant à Naples, à l'initiative de Massigli

parce que Massigli cherchait quelqu'un. Il savait que j'étais inoccupé depuis longtemps. Nous étions amis depuis toujours et voilà. Puis après, cela a dégénéré très vite, si je puis dire, en une mission de représentation française auprès du gouvernement italien. Je l'ai fait pendant un certain temps et, au bout disons d'un an, j'ai été nommé officiellement, non pas ambassadeur, mais représentant du gouvernement français auprès du gouvernement italien avec rang d'ambassadeur. C'était en quelque sorte moi-même qui m'étais transformé en représentant français auprès du gouvernement italien. On n'avait pas beaucoup de rapports avec Alger à l'époque et c'était une nécessité évidente. J'avais fait la même chose avec le Vatican. J'avais été voir le secrétaire d'État du Pape. Le problème, d'ailleurs, à cette époque-là, étant de régler le Pape Léon Bérard qui, comme vous le savez, était ambassadeur de Vichy auprès du Vatican et qu'il fallait, en quelque sorte, écarter. Alors, on s'est arrangés à l'italienne (rires) ou à la vaticane, je ne sais pas comment il faut dire, pour le faire mettre discrètement dans un bâtiment du Vatican où il pourrait loger et rester bien tranquille. Enfin, il n'était plus considéré comme l'ambassadeur. Peu après, Paris a envoyé quelqu'un pour se charger des affaires.

*Vous disiez justement qu'un des rôles que vous aviez dans cette période, c'était un rôle de représentation de la France.*

Oui.

*Et faisant...*

Dans le gouvernement français, d'abord, il n'y avait pas de gouvernement français, au début tout au moins. Et d'autre part, le gouvernement français n'avait pas reconnu encore le nouveau gouvernement italien. Tout ça, ce sont des choses qui se font lentement.

*Mais en revanche, les Anglais et les Américains l'avaient reconnu.*

Ils l'avaient reconnu quand ?

*Au début de l'été.*

Au début de l'été de quoi ?

*1944.*

Oui. Vous croyez ? Mais nous, nous n'avions pas de gouvernement. Nous étions un comité de libération nationale, nous n'avions pas à nommer des ambassadeurs avec l'aide de...

***Le gouvernement provisoire de la République française ?***

C'était plus tard, après la libération de Paris.

***Ah oui, tout à fait.***

Je dis, après la libération de Paris, parce que je me rappellerai toujours, c'était en octobre 1944. J'étais à Rome, moi-même. L'incroyable manifestation que les Romains ont fait place Farnèse devant l'ambassade pour célébrer la libération de Paris, c'était extraordinaire. On aurait pensé que c'était eux qui étaient en cause.

***Ah oui ? Quand on a appris la libération de Paris ?***

Oui, ils se sont tous, en masse, par dizaine de mille, ils se sont transportés place du palais Farnèse et ont fait leur manifestation. Je pense que c'était une sorte de manifestation antifasciste.

***Alors, justement.***

Mais nous n'étions pas encore en rapport officiel avec ce gouvernement.

***Faisant un travail très ponctuel sur les réactions culturelles franco-italiennes à cette époque, j'ai retrouvé certains de vos papiers, certaines de vos notes insistant beaucoup pour une reprise rapide des relations culturelles franco-italiennes : l'ouverture de centres de documentation en Italie, l'organisation de manifestations littéraires et artistiques, d'expositions.***

Et puis la réouverture de nos centres culturels à Naples et à Florence.

***Exactement, il y a une note, en particulier, du 22 mars 1945, où vous insistez pour que le gouvernement français ne soit pas le dernier à organiser quelque chose sur le plan culturel. Et vous demandez en particulier qu'il y ait une exposition à l'Institut français de Florence.***

Oui, probablement qu'il n'était pas rouvert encore à l'époque.

***Qui a été rouvert pratiquement le jour où Florence a été libérée, très rapidement les gens de l'Institut français de Florence d'avant sont revenus et ont essayé de faire repartir...***

Ils étaient restés sur place.

***Le concierge seulement. Mais il a aussitôt fait le nécessaire pour remettre en activité la maison. Ensuite, les autres sont arrivés.***

Ah oui.

***Alors il y a une autre, d'ailleurs à propos de ce retour, est-ce que vous avez un souvenir des Français qui sont peut-être venus en Italie aussitôt à ce moment-là, pour... ?***

Non, à quel moment ? Moi, quand je suis arrivé à Rome, à Naples d'abord, bien sûr, mais à Rome ensuite, la France était toujours occupée. En réalité, les Français ont pu revenir...

***Début 1945.***

C'est ça, j'allais vous dire fin 1944, début 1945, mais pas avant parce que l'année 1944, en France, a été l'année de la libération de la France. Le débarquement en Provence, c'était au printemps ?

***15 août.***

C'était le 15 août, oui. La libération de Paris, c'était...

***Le 25.***

En automne ?

***Le 25 août.***

C'était le 25 août, ah oui. Puis les choses se sont remises en place, enfin, il n'y avait pas encore de moyens de transport. Oh non, il n'y avait pas de Français en Italie, à l'époque. En dehors de ceux qui avaient pu y rester, j'imagine.

***Et alors, l'autre aspect de vos fonctions en Italie pendant le temps où vous y restez parce qu'au fond, vous n'y restez pas très longtemps.***

J'y suis resté jusqu'à l'automne 1945.



***Oui, ce sont les relations politiques franco-italiennes proprement dites, et en particulier les problèmes territoriaux, les problèmes frontaliers.***

Oui. Le val d'Aoste.

***Est-ce que vous avez un souvenir de ces tensions ?***

On n'en a jamais vraiment discuté parce que c'était encore l'époque militaire et de l'occupation. Non, mais à quelle époque est-ce que c'était, le problème du val d'Aoste ?

***Au cours du printemps 1945.***

1945, oui, parce que c'est de Gaulle, d'ailleurs, qui avait commis l'erreur de vouloir occuper le Val d'Aoste. Dans le fond, il a cédé à l'ultimatum américain.

***Oui, vous pensez que c'était une erreur ?***

Je crois que c'est une erreur, c'est toujours une erreur de faire une chose qu'on ne peut pas maintenir. D'autre part, je pense que cela aurait été, de la part des Français, une erreur que de prétendre annexer le Val d'Aoste. Je n'étais pas très chaud pour les petites annexions que nous avons faites mais elles étaient de notre côté des Alpes. Par conséquent, il n'y avait pas en tous les cas de problème géographique et il n'y avait pas de problème démographique parce que c'était pratiquement inhabité. Je crois que cela aurait été une erreur de mettre la main sur le Val d'Aoste. C'est tout de même du côté italien des Alpes, habité par une population qui est sûrement francophone mais qu'est-ce que ce serait devenu à l'intérieur de la France.

***En tout cas, c'est le même discours que vous tenez à ce moment-là, puisque vous dites à Pronacé<sup>20</sup> que la France n'a pas de revendication territoriale à formuler vis-à-vis de l'Italie.***

Oui...

***Mais dans le même temps, les services secrets français et les militaires français font ce qu'ils peuvent pour mettre la main...***

Sur le Val d'Aoste ?

---

<sup>20</sup> Orthographe à vérifier.

**Oui.**

Oui, c'est vrai, remarquez, c'est la position que j'ai pu prendre parce que c'est moi qui ai négocié le traité de paix avec l'Italie pour le côté français, et c'est là que nous avons réglé la question des...

**De Tende et la Brigue.**

Mais enfin, ce n'était pas très méchant.

**Et les Italiens ne considèrent pas cela de façon... (rires).**

Non, ça ne leur fait aucun plaisir. Maintenant, je pense que c'est oublié.

**Hum.**

Pas encore, sur place ?

**Même à Rome.**

Même à Rome ?

**Oui.**

Ah, oui ? Alors vous voyez, moi qui suis protestant, je ne leur en veux pas d'avoir toujours, chez eux, le pays des Valdôtains. C'est une petite vallée des Alpes où dans la ville, il y a 30000 personnes.

**Ah oui, les Italiens trouvent que la France a joué double jeu à ce moment-là.**

Oui ?

**En se prétendant l'amie de l'Italie et en...**

Oh, nous n'avons pas joué double jeu parce que nous avons toujours rendu publiques nos prétentions. Là, il n'y a pas eu de surprise, on ne peut pas dire, non.

**Vous cessez de représenter la France en Italie à votre demande ?**

À ce moment-là, j'ai fait la connaissance de Georges Bidault qui est devenu ministre des Affaires étrangères. Quand ça ?

***En octobre 1944.***

1944, déjà ?

***Il a succédé à René Massigli.***

Ah oui, c'est vrai mais j'ai fait sa connaissance en 1945, je pense. Il a eu l'idée (ce n'était vraiment pas à ma demande) de me nommer directeur des Affaires politiques au Quai d'Orsay et j'ai accepté parce que je ne me voyais pas rentrant au ministère des Finances. Cela m'intéressait, alors, disons, la décision a dû être prise avant l'été 1945 et j'ai quitté Rome, je ne sais pas si c'était en septembre ou en octobre de la même année.

***Jean Chauvel dit que...***

Et je dois dire que je n'étais pas mécontent de quitter l'Italie, j'en avais assez. Qu'est-ce qu'il dit, Jean Chauvel ?

***Que vous êtes venu le voir et qu'il était question de vous nommer secrétaire général de votre administration d'origine. Mais " administration d'origine " ?***

Des Finances ?

***Oui, c'est ça.***

Mais il n'y a jamais eu de secrétaire général aux Finances. Non ça, je peux vous dire qu'à cette époque-là, je n'ai pas eu le moindre contact avec le ministère des Finances et que le ministère des Finances n'a jamais fait la moindre approche pour me demander quoi que ce soit.

***Alors, c'est Georges Bidault qui vous a...***

Vous savez, le brave Jean Chauvel était un complexe qui détestait tout le monde.

***En tout cas, il a des mémoires abondantes.***

Oui, mais il ne dit que des choses désagréables. Je ne les ai jamais vraiment lues. J'ai jeté un coup d'œil dessus.

***Précisément.***

Même pour ce qui me concerne.

***Vous étiez donc en contact avec Georges Bidault qui était...***

Non, ça va. Je regarde l'heure pour ma secrétaire, parce que j'ai rendez-vous à 5 heures et quart, il faut que je lui dise quelque chose, allez-y.

***Vous étiez en contact avec Georges Bidault, à ce moment-là ?***

J'ai fait la connaissance de Georges Bidault quand je suis venu à Paris. Je ne le connaissais ni d'Ève ni d'Adam, avant. Je ne sais pas, il devait être à la recherche d'un directeur politique, je pense. Et j'imagine (mais ça, c'est une chose purement gratuite de ma part) qu'il n'était pas désireux de prendre quelqu'un du Quai d'Orsay.

***Ah, c'est la question que j'allais vous poser.***

Oui.

***Pourquoi ?***

Parce qu'il ne les aimait pas tellement et qu'il s'en méfiait un peu, qu'il aimait mieux avoir quelqu'un de nouveau, je crois. C'était un drôle de type, vous savez, Bidault. Il n'avait pas encore épousé Suzy, à cette époque-là. Autrement dit, ce n'est pas l'inspiration de son épouse, qui n'aurait pas été d'ailleurs (rires) du tout dans cette direction, je pense.

***Et il avait comme directeur de cabinet Gérard de Charbonnières.***

Il avait Gérard de Charbonnières, oui. Puis Falèse, c'était Falèse, en réalité, son homme. Mais Charbonnières n'est pas resté longtemps.

***Non, il est parti assez vite pour Copenhague.***

Pour Copenhague, oui.

*Vous avez eu l'occasion, à ce moment-là, donc, de...*

Je ne sais pas, d'ailleurs. Je pense à la direction politique du Quai d'Orsay, est-ce qu'il y avait quelqu'un avant moi ?

*Non, précisément.*

C'était la reconstitution du ministère.

*Exactement.*

Le secrétaire général, c'était ?

*Jean Chauvel.*

C'était Chauvel, justement.

*Vous participez donc à la reconstitution du ministère des Affaires étrangères.*

Oui.

*Et en outre, vous venez d'un autre ministère comme Hervé Alphand<sup>21</sup>.*

Oui, vraiment une coïncidence. Ce n'était pas exprès, cela s'est fait, deux inspecteurs des Finances dont chacun avait une direction importante des affaires étrangères.

*Les deux plus importantes.*

Les deux plus importantes, oui. Enfin, la direction culturelle est très importante aussi mais c'est différent, c'est autre chose.

*Vous arriviez tous les deux d'horizons à la fois identiques et différents et, cependant, pendant quelques mois vous cohabitez, si je puis dire, avec d'une part Georges Bidault en résistant de l'intérieur, et avec le général de Gaulle. Est-ce que vous avez un souvenir de cette période très particulière : septembre 1945-janvier 1946, où il y a cette...*

Eh bien, j'ai surtout le souvenir, à cette époque-là, d'avoir eu, je dirai, des contacts réguliers avec de Gaulle. Ça commençait déjà à ne pas bien marcher entre lui et Bidault. Il me

---

<sup>21</sup> Hervé Alphand, né le 31 mai 1907 à Paris et mort dans la même ville le 13 janvier 1994, est un diplomate français.

convoquait de temps en temps. Je dirai, régulièrement, pour me parler des choses et me faire part de son sentiment sur les affaires. Et je dirai que c'est après la période d'Alger où j'avais été au Comité de libération, l'époque où j'ai vraiment commencé à travailler avec lui.

***La période que nous commençons, c'est-à-dire la direction des Affaires politiques, qui est une période évidemment extrêmement importante où on voit se succéder comme ministres des Affaires étrangères, Georges Bidault puis Robert Schuman. Est-ce que dans un premier temps, vous pouvez nous dire quelques mots, faire un portrait un peu rapide de ces deux hommes, les comparer ou les opposer ?***

Ah, ils étaient aussi différents l'un de l'autre qu'il est possible d'être différent. Georges Bidault était un curieux personnage. Je dirai que malheureusement les problèmes de santé jouaient un rôle parce que c'était un alcoolique invétéré et ça se manifestait par toutes sortes de choses. Je dirai que nous avons commencé dans la meilleure atmosphère. Je crois qu'il avait confiance et, moi-même, j'étais plutôt porté à le trouver sympathique. D'ailleurs, je ne l'ai jamais trouvé antipathique. C'était très difficile de travailler avec lui parce qu'en fait, il ne faisait rien. Mais c'était un homme extrêmement intelligent qui avait ses idées, bien différentes de celles qu'il a nouées par la suite du temps de l'Algérie française, car il était tout à fait partisan d'avoir des rapports avec l'Union soviétique et d'essayer d'arranger les affaires avec les Russes. Cela se manifestait toujours dans les conférences. J'avais beaucoup de difficultés et nous avons participé ensemble à pas mal de conférences. Ça s'appelait, à l'époque, les conférences quadripartites. Vous voyez ce que je veux dire ?

***Conseil des ministres des quatre ?***

C'est ça, Conseil des ministres des quatre. J'avais beaucoup de difficultés avec lui parce que c'était très difficile, compte tenu de son état, d'obtenir qu'il parle valablement dans les discussions. Alors, j'avais pris une habitude (grâce à dieu), il y avait encore à cette époque-là des traductions consécutives et pas des traductions simultanées. C'est-à-dire que quand les autres parlaient, on avait le temps pendant les traductions d'écrire. Et pendant qu'on traduisait, j'écrivais les réponses qu'il devait, à mon avis, faire. Je les lui passais et il les lisait de bout en bout. Ça facilitait les choses et les rendait plus compréhensibles, pour tout le monde et d'abord pour les Français. Il était très porté à essayer de faire affaire avec les Soviétiques. Jusqu'à quand est-ce qu'il est resté au Quai d'Orsay ?

***En juin 1948.***

C'était juin 1948. Bidault n'a pas été un mauvais ministre des Affaires étrangères, non. Il était tout de même considéré à l'extérieur et il avait des idées politiques relativement normales. Il a beaucoup changé par la suite au moment des affaires algériennes, mais c'était autre chose, de la passion, sous des influences extérieures que je n'ai pas besoin de préciser et qui ne s'exerçaient pas encore à cette époque-là. Il est resté jusqu'à quelle année ?

***En juin 1948, en fait, il change.***

En juin 1948 ?

***Juillet 1948, c'est le passage à Robert Schuman.***

Oui, je me rappelle, par exemple, avoir été avec lui à la conférence de... à Moscou, en 1947, n'est-ce pas ?

***Oui.***

Qui a été la dernière des conférences quadripartites dont nous parlions et qui, en quelque sorte, étaient, comme on dit en général, le point de départ de la guerre froide. Et où nous avons eu d'ailleurs le désagrément d'entendre traiter des affaires de la Sarre et de constater que tout le monde était contre nous (rires). Il s'est très bien comporté à cette conférence.

***Vous disiez que Georges Bidault avait une politique d'alliance avec l'Union soviétique.***

Oui, disons de rapport.

***De rapport avec l'Union soviétique. Mais au fond, est-ce que ce n'était pas la même politique qui avait été inaugurée par le général de Gaulle ? Et est-ce que ce n'était pas la politique que suivait, au fond, Georges Bidault ?***

Si vous voulez dans une mesure. C'est-à-dire que ce que vous appelez la politique du général de Gaulle, c'était en particulier...

***Le voyage à Moscou.***

Le voyage à Moscou et le traité d'alliance. Mais les conditions étaient un peu différentes à cette époque-là, parce que de Gaulle était très largement dans la main des Anglo-américains et

qu'il cherchait, en quelque sorte, à s'en dégager, et que des rapports directs et, en particulier, un traité signé avec l'Union soviétique, était une façon d'affirmer son indépendance vis-à-vis de Londres et surtout de Washington. La situation était un peu différente après la fin de la guerre. Je crois que dans la position de Bidault, il y avait si vous voulez, assez largement quelque chose d'affectif et de politique. Si vous voulez, c'était son côté MRP, le côté (comment est-ce qu'on peut dire ?) de la démocratie et le...

***Dans la géographie politique de la démocratie chrétienne, l'Union soviétique n'a jamais été beaucoup au premier rang des priorités, ni des...***

C'est vrai mais les États-Unis non plus.

***Non.***

Non. En réalité, la géographie politique de la démocratie chrétienne, elle ne s'étend pas beaucoup à l'étranger.

***Non, c'est l'Europe.***

Oui, c'est l'Europe, c'est devenu l'Europe à partir d'une certaine époque. Ça n'était pas encore le cas à l'époque dont nous parlons parce qu'à l'époque dont nous parlons, l'Allemagne n'était pas encore réhabilitée. Il y avait encore les souvenirs de la guerre et les rancunes, et le désir de la tenir en laisse. C'était tout de même assez différent.

***Vous étiez en train d'essayer de caractériser les relations entre Georges Bidault et l'Union soviétique.***

Oh, il n'y avait pas de...

***Non, vous disiez...***

Ce que je cherche et c'est ça qui m'échappe actuellement, ce sont des exemples.

***Exemples de quoi ?***

Du désir de Georges Bidault de trouver des accommodements avec Moscou.

***Oui. Vous pensez que ce n'était pas politique ? Ce n'était pas du donnant donnant ?***



Oui, ce n'était pas ce qu'on appelle la politique des puissances, c'est ça que vous voulez dire ? Non, ce n'est pas tout à fait ça. C'était plus un caractère personnel et, je vous disais, affectif ou sentimental. Mais j'ai de la peine à aller plus loin parce que je cherche des exemples et que je ne les trouve pas, dans les discussions que nous avons pu avoir dans nos différentes conférences.

***C'est le fait d'obtenir plus de charbon allemand, d'obtenir que l'Union soviétique se range aux vues de la France concernant la politique allemande, en particulier...***

Oui. Quelles étaient les vues ? Les difficultés que nous avions, non sur la question allemande, nous n'avions pas, à l'époque, d'opposition fondamentale avec les Russes. Je ne vois pas.

***À cette fameuse conférence de 1947 dont vous parlez, les Russes ne se rallient pas du tout au point de vue français, sur la Sarre en particulier ?***

Ah non, sur la Sarre, mais la Sarre, tout le monde était contre et trouvait ça stupide. Ça, c'est particulier.

***Et la question de l'internationalisation de la Ruhr, de la même façon ?***

Oui, il faudrait que je voie un peu les choses. Ce que je vous dis, ce sont en quelque sorte des réactions et ce ne sont pas des souvenirs.

***Mais alors, justement, ce qui me semble très intéressant, c'est de caractériser l'attitude de Georges Bidault dans ces années-là par rapport à celle du général de Gaulle, et de savoir s'il y a eu, au cours des années qui ont suivi le départ du général de Gaulle, à partir du 20 janvier 1946, une orthodoxie gaulliste en matière de politique étrangère de la France qui aurait été, en quelque sorte, incarnée par Georges Bidault d'un côté, par vous de l'autre dans ces années 1945-1948.***

Dans ces années 1945-1946 ?

***1948.***

1948, on était encore très dans l'après-guerre. C'est-à-dire que l'Allemagne était restée l'ennemie, et qu'on ne voulait pas entendre parler d'un certain nombre de choses comme le réarmement, par exemple, et même pour certains dont de Gaulle, comme la constitution d'un

gouvernement en Allemagne de l'Ouest. Sûrement, c'était une époque très différente de celle qui a suivi et qui a commencé, dans le fond, avec Robert Schuman.

*Est-ce que, si nous en sommes à la... est-ce que, au sein du ministère des Affaires étrangères, au sein de la direction des Affaires politiques, est-ce qu'il y avait des attitudes différentes à l'égard du problème allemand ?*

À cette époque-là, les attitudes à l'égard du problème allemand étaient beaucoup plus faites de réactions que de politique. J'entends par là que la réaction c'est l'affaire du moment et que la politique, c'est l'affaire de l'avenir. Et on ne pensait pas tellement à l'avenir. En réalité, ce qui dominait à cette époque-là, comme d'ailleurs pratiquement toujours depuis, c'était l'hostilité à l'Union soviétique et la grande affaire avait été la préparation du traité Atlantique.

*Oui, mais alors plus vers la fin des années 1940.*

Vers la fin des années 1940, oui, c'était encore du temps de Robert Schuman, c'est vrai. Qui a marqué aussi le commencement du rapprochement par rapport à l'Allemagne. Si vous voulez, c'est vrai, l'année 1947-1948, le départ de Bidault a marqué une césure, un changement dans le comportement général de la politique française.

*Et en particulier, je crois, le premier semestre 1948. Alors, il y a, d'après les mémorialistes, un voyage que vous faites à Berlin, au cours du premier semestre 1948. Vous êtes reçu par le général Lucius D. Clay<sup>22</sup>, d'où vous revenez avec des idées qui sont modifiées par rapport à celles que vous indiquiez auparavant en ce qui concerne le problème allemand.*

Oui.

*Je vous rappelle en quelques mots les problèmes qui se posaient à ce moment-là, c'était de savoir si la France adhérerait à la bizonie, c'est-à-dire si la zone française entrerait...*

C'est ça, oui.

---

<sup>22</sup> Lucius Dubignon Clay, né le 23 avril 1897 à Marietta, en Géorgie, et mort le 16 avril 1978 à Chatham, dans le Massachusetts, fut un militaire et un homme politique américain. Du 15 mars 1947 au 15 mai 1949, il reçut lui-même le titre de gouverneur général de la zone américaine. À ce titre, il lança la formation de la bizonie, accéléra la démocratisation dans sa zone, inventa et fut responsable de l'installation du pont aérien de Berlin à partir de 1948. Il fut remplacé par le général John McCloy.

*Il y a eu des négociations qui ont eu lieu à Londres pendant le premier semestre 1948, de février à juin 1948. Au cours de cette période-là, se sont succédés (inaudible), Prague. Et puis le début du blocus de Berlin.*

Oui, c'est-à-dire qu'on est devenu de plus en plus antisoviétique.

*Voilà. Vous n'avez pas de souvenir de ce voyage-là ?*

Je me rappelle que j'ai fait un voyage à Berlin et que j'ai vu Clay. Mais je ne me rappelle pas ce qui s'y est passé et ce qui en est résulté. Clay voulait me voir, en effet, pour essayer de changer la position française. Ça, sûrement. Mais je ne suis pas assez sûr de moi pour vous dire des choses.

*Mais est-ce que vous vous rappelez le moment où il y a eu le coup de Prague, et en particulier...*

Le coup de Prague, c'était 1948 ?

*Oui, février 1948 et en particulier, les télégrammes qui sont venus de Prague, qui ont appris ce qui s'était passé et qui ont un peu affolé, d'une part le gouvernement, et d'autre part l'opinion publique. On a cru que l'Union soviétique se lançait dans une opération destinée à faire tomber les gouvernements les uns après les autres.*

Non, ça, vraiment je ne me rappelle pas du tout.

*Et l'interaction entre la politique intérieure et la politique extérieure de la France à ce moment-là, avec la présence des communistes au gouvernement, est-ce que vous avez un souvenir ?*

Jusqu'en 1947, oui. Vous savez, ça ne faisait pas grande différence. C'est un petit peu comme ce que nous avons vécu avec Mitterrand, en réalité, ça n'a pas changé grand-chose.

*Sur le plan de la politique étrangère ?*

Non. Peut-être qu'on pourrait rapprocher ça de ce que je vous disais de la démocratie chrétienne, parce que le MRP, dans le fond, n'était pas tellement contre l'alliance avec les communistes. Ils étaient beaucoup moins contre cette alliance-là que contre l'alliance avec la

droite. Alors, ça va un petit peu avec ce que je vous disais des orientations politiques, héritage MRP ou démocratie chrétienne de Georges Bidault. Il me semble.

***Dans les négociations qui se font sur le plan international, quelles sont les relations entre la France et ses “ alliés ”, entre guillemets, anglo-saxons puisque vous avez assisté à plusieurs des conférences, est-ce que vous en avez le souvenir ?***

Il n’y a jamais eu de grandes difficultés, dans le fond. La seule difficulté avec l’Amérique, c’était l’Allemagne et le fait que les Américains, très normalement, se sont beaucoup plus vite adaptés à la réconciliation avec l’Allemagne que les Français, très normalement. Le réarmement de l’Allemagne et la constitution du gouvernement de la République fédérale, et ainsi de suite.

***En juin 1948, en tout cas, le gouvernement français se rallie aux accords de Londres.***

Oui.

***Et dans ces conditions, en quelque sorte, c’est un alignement de la position française sur les positions anglaises et américaines ?***

Sûrement, oui.

***Est-ce que vous vous rappelez ce que vous en avez pensé à l’époque, ou est-ce que vous... ?***

Non, ça ne m’a sûrement pas bouleversé.

***Et cependant, est-ce que vous voyiez le général de Gaulle depuis son départ ?***

Je le voyais, disons, deux fois par an. Je le vois de temps en temps, rue de Solférino.

***Les relations qu’il entretenait avec vous, étaient celles de quelqu’un qui avait eu des rapports professionnels ?***

Oui, avec un ancien collaborateur, si vous voulez parce que j’avais vraiment collaboré du temps qu’il était chef du gouvernement pour ce qui concerne le Quai d’Orsay. Je ne veux pas dire, derrière le dos de Bidault mais au déplaisir de Bidault. Il était parfaitement au courant.

*Et le général de Gaulle, au cours de ces conversations que vous aviez avec lui, ne vous disait pas qu'il désapprouvait, en quelque sorte, le cours suivi par la politique étrangère de la France ?*

Je ne pourrai pas vous dire. Est-ce qu'il y a eu des occasions, pour lui, de condamner cette politique ?

*Précisément à ce moment-là, en juin 1948, la France s'est ralliée aux accords de Londres.*

Oui, en effet. Je n'ai pas le souvenir d'avoir eu des conversations avec lui là-dessus.

*Un très grand changement en 1947-1948 et que, par exemple, Chauvel puisque vous avez dit que vous ne l'aviez pas lu en détail, je me permets donc de citer un mot que vous lui auriez dit à propos, justement, du problème allemand : " Si nous n'obtenons pas ça, nous aurons perdu la guerre. " Évidemment !*

Qu'est-ce que c'était, " ça " ?

*C'était l'internationalisation de la Ruhr ou la Sarre ; il ne le dit pas de façon précise, d'ailleurs. Il parle de la politique allemande de façon générale. Et par la suite, Chauvel dit que l'évolution de la politique française a été facilitée par le fait que vous-même étant allé à Berlin, vous en êtes revenu rallié aux thèses anglo-saxonnes.*

Ce doit être exagéré (rires). Non, mais j'ai évolué comme tout le monde. Entre l'internationalisation de la Ruhr et le traité de 1963, il y a beaucoup de différence.

*Oui, c'est sûr.*

Nous avons tous évolué. Et sûrement qu'en 1948, je n'avais pas le même état d'esprit qu'en 1945 et 1946.

*Il y a même, dans les papiers du Quai d'Orsay et, en particulier, de la sous-direction d'Europe centrale (Affaires allemandes), des notes de Pierre Deleuze, je crois, qui évoquent ce que vous avez qualifié tout à l'heure de politique, " c'est la politique ". C'est-à-dire qu'au fond, il évoque la possibilité que la France aille de l'avant vis-à-vis de l'Allemagne, l'Allemagne occidentale bien entendu, et préconise en quelque sorte une réconciliation franco-allemande avant la lettre. Donc !*

Oui, c'est possible.

***Il y a ça qui existe à ce moment-là.***

Il faut dire aussi dans cette affaire de la réunion des trois zones en un gouvernement allemand, que beaucoup y compris les Américains, d'ailleurs, espéraient que la division de l'Allemagne aiderait à régler des problèmes, et ils comptaient que la constitution du gouvernement de Bonn accentuerait la division de l'Allemagne et, par conséquent, irait dans le sens de l'affaiblissement de ce pays et de l'amener à l'impuissance. Cela a joué un très grand rôle, y compris dans les affaires européennes, d'ailleurs. Les Européens bon teint ont toujours pensé à l'Allemagne telle qu'elle est aujourd'hui. Mais ils envisagent, si on leur en parle, ce que personne ne fait jamais avec horreur, l'idée d'une participation de l'Allemagne réunifiée à l'Europe occidentale.

***Dernier mot, peut-être pour terminer, vous avez à ce moment-là un nouveau ministre, au cours de l'été 1948, Robert Schuman.***

Oui.

***Est-ce que, comme vous avez tracé un portrait tout à l'heure de Georges Bidault, vous pouvez nous dire un mot de Robert Schuman ?***

On en parlera peut-être plus abondamment la prochaine fois. Mais ce que je peux vous dire tout de suite, c'est qu'entre Georges Bidault et Robert Schuman, c'est le jour et la nuit, à tous les points de vue. D'abord, les hommes et leur comportement, ensuite leurs réactions politiques. Pour Robert Schuman, il n'y avait qu'une chose qui comptait, c'était l'Allemagne. Robert Schuman était en réalité (je ne dis pas du tout ça dans un sens péjoratif) un binational. Il avait deux langues maternelles et il ne pensait qu'à une chose, c'était la réconciliation entre la France et l'Allemagne, et la coopération entre les deux pays. Le fameux plan Schuman, pour lui, ce n'était pas autre chose que ça : la France et l'Allemagne réconciliées et travaillant ensemble, et pas du tout l'Europe. L'Europe, il s'en foutait. Il considérait que c'était des fadaïses.

***Ah bon ?***

Ah, oui ! (rires)

***Mais c'est une révélation importante que vous nous faites là.***

Pourquoi ?

***Le père de l'Europe.***

J'ai toujours pensé mais ça, c'est du roman. Non, je me rappelle toujours, j'avais été avec lui à Strasbourg en 1949 pour inaugurer le Conseil de l'Europe, vous savez. Nous avons parlé de l'Europe et de la supranationalité et je peux vous dire que son scepticisme était plus grand que le mien, et son manque d'intérêt. Ce qui l'intéressait, c'était l'Allemagne. Alors, la CECA, ça permettait de supprimer l'autorité internationale de la Ruhr et de mettre l'Allemagne sur un pied d'égalité avec les autres ; le commencement de la réconciliation. Même chose pour l'armée européenne par la suite. Et il avait parfaitement raison.

***Vous voulez dire que Bidault était plus européen que Robert Schuman ?***

Oh, Bidault n'était pas européen, non. Cela faisait partie des déclarations générales de son parti politique. Mais ça ne l'intéressait pas, non. Il n'a jamais été européen. S'il avait été européen, il n'aurait pas pris, vis-à-vis de l'Algérie, les positions qu'il a prises à la fin de sa vie, pas vraiment, non.

***Et cependant, c'est lui qui a lancé l'idée du Conseil de l'Europe dont vous disiez tout à l'heure que vous aviez été l'inaugurer.***

Oui mais le Conseil de l'Europe, c'est une académie.

***Oui, quand il a lancé l'idée, ce n'était pas destiné à être une académie.***

Oui, c'était destiné peut-être à faire plaisir à certaines personnes, je ne sais pas. Est-ce que c'était son idée personnelle ?

***En tout cas, il l'a prise sous sa responsabilité.***

Oui, ça n'était pas méchant, il savait très bien ce que c'était, c'est-à-dire rien.

***Une assemblée européenne qui était destinée à concentrer les énergies européennes, à ce moment-là (rires).***

Oui, vous avez vu ce que c'est que ce Conseil de l'Europe et cette assemblée européenne.

***Bien.***

**Fin de l'entretien**